



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des relations avec les collectivités locales  
Bureau des enquêtes publiques et installations classées  
SK/621

**A R R Ê T É**

du **29 NOV. 2019** portant mise en demeure à la société MUPA Sàrl de  
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du  
10 juin 2010 réglementant ses installations sises à Ensisheim

**LE PRÉFET DU HAUT-RHIN**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 instaurant les règles de transmission des résultats de la surveillance des émissions,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du 10 juin 2010 portant autorisation d'exploiter à la société MUPA Emballages à Ensisheim,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 4 octobre 2013 actant la reprise des activités de la société MUPA Emballages par la société MUPA Sàrl,
- VU** le rapport de visite d'inspection la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 11 octobre 2019,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du 10 juin 2010 portant autorisation dans son article 1.7.6 – cessation d'activité prescrit que

« Sans préjudice des mesures de l'article R.512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-75 à R. 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'article R. 512-75 du code de l'environnement »

**CONSIDÉRANT** qu'un dossier de cessation d'activités pour l'atelier 2 doit être déposé en préfecture,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du 10 juin 2010 dans son article 7.5.3 – rétentions prescrit que :

*« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,*
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.*

*Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.*

*Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :*

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,*
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,*
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.*

*La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.*

*Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.*

*La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.*

*Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.*

*Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.*

*Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.*

**Étude:**

*Dans un délai de 6 mois, l'exploitant communique au préfet un rapport portant sur la conformité des rétentions installées sur le site. Ce rapport comprendra notamment :*

- un recensement des stockages nécessitant une rétention, accompagné d'un plan indiquant ces stockages,*
- un descriptif des rétentions existantes, ainsi que les justificatifs de leur conformité aux prescriptions de l'article 7.5.3 (dimensionnement, produits incompatibles ...),*

**CONSIDÉRANT** que le bâtiment de stockage des matières ne possède pas d'aire étanche et de rétentions, que les produits sont stockés sans aucune organisation et que les effets conjoints des produits en cas de fuite ne sont pas connus

**CONSIDÉRANT** que les encres périmées ne sont pas placées sur rétentions et ne sont pas éliminées,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2010-1618 du 10 juin 2010 dans son article 9.5.4 - rapportage de la surveillance des rejets prescrit que :

*«Les résultats des mesures du mois N devront être saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF) et transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1. »*

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne saisit pas ses résultats d'autosurveillances sur le site de télédéclaration GIDAF,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2010-1618 du 10 juin 2010 dans son article 7.6.4 - ressource en eau et mousse prescrit que :

*« Les besoins en eaux pour la défense incendie se montent à 180 m³/h pendant 2 heures consécutives.*

*Une attestation émanant d'un technicien compétent garantissant un débit simultané de 180 m³/h sur les 3 poteaux d'incendie situés à proximité doit être communiquée au SDIS et à l'inspection sans délai.*

*Tout aménagement relatif à la ressource en eaux d'incendie (implantation de réserves d'eau...) doit être soumis à l'avis du SDIS et validé par ce service avant réalisation.*

*L'exploitant dispose a minima de :*

- *une réserve d'eau constituée au minimum de 350 m³ alimentant le système d'extinction automatique d'incendie et avec réalimentation par puits au réseau eau potable garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance,*
- *un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le puits n°2,*
- *3 poteaux incendie (2 PI à moins de 100 mètres de l'entrée principale, et 1 PI à 200 mètres) alimentés par une conduite de diamètre 150 mm en réseau maillé, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé,*
- *des extincteurs en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,*
- *des robinets d'incendie armés qui couvrent en particulier les ateliers 1 et 2, ainsi que le hall de stockage des produits finis,*
- *d'un système de détection automatique d'incendie,*
- *d'un système d'extinction automatique d'incendie (associé à une réserve d'eau de 350 m³ - cf ci-dessus) couvrant :*

- *l'atelier n°1,*
- *le hall de stockage des produits finis.*

*Dans l'atelier n°1, le sprinklage est installé sous toiture.*

*Dans le hall de stockage de produits finis, le sprinklage est implanté en casier (entre racks de stockage). Une distance minimale d'un mètre est observée entre les têtes de sprinklage et le haut des stockages.*

*Le déclenchement du sprinklage entraîne :*

- *l'activation d'une alarme au niveau des bureaux,*
- *l'arrêt des pompes de distribution d'acétate d'éthyle et d'alcool éthylique.*

*Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.*

*L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. »*

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne connaît pas le débit des poteaux d'incendie,

**CONSIDÉRANT** que les robinets d'incendie armés ne sont pas sous pression,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du 10 juin 2010 dans son article 7.6.6.1 - système d'alerte interne prescrit que :

*« Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.*

*Tout déclenchement du réseau de détection associé au sprinklage entraîne une alarme sonore localement au niveau de l'atelier concerné et une alarme sonore et lumineuse au niveau du bâtiment administratif. »,*

**CONSIDÉRANT** que la détection associée au sprinklage est déclenchée par téléphone qui entraîne une alarme sonore dans le bâtiment administratif uniquement,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°2010-1618 du 10 juin 2010 dans son article 7.6.8.1 - bassin de confinement prescrit que :

*« Le volume de rétention des eaux d'extinction nécessaire au scénario majorant se porte à 749 m<sup>3</sup>.*

*Tout dispositif de confinement des eaux d'extinction doit être maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.*

*Étude relative au confinement des eaux d'incendie*

*L'exploitant réalisera et transmettra dans un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, au Préfet une étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie ou provenant d'un accident.*

*Cette étude comportera :*

- une description de la situation existante accompagnée de plans détaillés qui seront ensuite régulièrement mis à jour, en précisant pour chaque zone du site :
  - les besoins en eau d'extinction,*
  - les capacités de rétention ou tout autre dispositif permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident,*
  - le mode d'organisation pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction.**
- une justification technico-économique des solutions retenues pour le confinement et l'évacuation des eaux d'extinction en détaillant les mesures prises ou prévues pour éviter toute pollution des réseaux et du milieu naturel ainsi qu'en précisant l'échéancier de réalisation des actions et des travaux proposés,*
- la solution retenue, sera mise en oeuvre selon l'échéancier validé par le préfet, à l'issue de l'examen de l'étude.*

*Les quais de chargement ou de déchargement ne peuvent qu'exceptionnellement servir de rétention. »*

**CONSIDÉRANT** que le confinement des eaux d'incendie se fait par obturation du réseau, que l'obturateur se trouve dans le bureau du directeur et que les employés ne sont pas formés à son utilisation,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1er :**

La société MUPA Sàrl, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé ZAC du Moulin, 435 rue de Marquette à Wambrechies (59118), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et suivants du présent arrêté, dans les délais impartis aux articles

suivants pour l'exploitation de ses installations situées ZI III Thur – 3 rue Gustave Eiffel à Ensisheim (68190).

**Article 2 :**

**Sans délai**, la société MUPA Sàrl procède à l'armement des robinets d'incendie armés.

**Article 3 :**

**Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant :

- fournit un dossier de cessation d'activité pour l'atelier 2,
- effectue les saisies des autosurveillances dans l'outil GIDAF,
- vérifie le débit des poteaux d'incendie et s'il est insuffisant indique la solution retenue avec les services de secours pour y remédier,
- installe un système d'alarme sonore,
- vérifie de la méthode retenue pour confiner les eaux d'incendie.

**Article 4 :**

**Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant :

- installe des rétentions des produits dangereux pour l'environnement,
- élimine les encres périmées par des filières agréées,
- organise le stockage des produits pour éviter les incompatibilités entre substances.

**Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **29 NOV. 2019**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

